

M. Patrick LEFEBVRE

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE

17 rue Pasteur — 69500 Bron

PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)

Fait le 24/03/2026

Objet : DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX - J+8 — Constat de non-reponse

DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX

[Lettre recommandée avec accusé de réception]

À : EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE [ADRESSE_ADVERSE_2] 69500 Bron

Villeurbanne, le [date du jour]

Objet : Dernière relance avant contentieux – Isolation des combles non conforme – Dossier DJ-EXEMPLE-2026

Madame, Monsieur,

Je fais suite à la mise en demeure que je vous ai adressée en date du 15 décembre 2025, restée à ce jour sans aucune réponse de votre part, et ce, malgré l'expiration du délai de quinze (15) jours qui vous était imparti pour régulariser la situation.

Je constate formellement votre silence persistant, alors même que les manquements contractuels et techniques relatifs à l'isolation des combles de la maison de M. Patrick LEFEBVRE, sise à Villeurbanne

(120 m²), sont établis par expertise contradictoire (rapport EXPERTS RHÔNE du 18 novembre 2025). Il ressort de ce rapport que l'épaisseur d'isolant posée ne permet d'atteindre qu'une résistance thermique R = 1,8, très inférieure à la valeur R = 7 facturée et exigée par la réglementation en vigueur (cf. art. R. 131-28 du Code de la construction et de l'habitation).

À ce jour, la somme de douze mille euros (12 000 €) demeure due à titre de remboursement intégral des travaux d'isolation non conformes, outre les intérêts de retard calculés conformément à l'article 1231-6 du Code civil, courant à compter de la date de la première mise en demeure, soit le 15 décembre 2025.

Je vous rappelle que votre responsabilité contractuelle est engagée sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code civil (garantie décennale et obligation de résultat), ainsi que sur le fondement des articles L. 217-7 et suivants du Code de la consommation (garantie de conformité), l'ensemble des désordres constatés rendant l'ouvrage impropre à sa destination.

En conséquence, à défaut de régularisation intégrale de la situation dans un délai de huit (8) jours à compter de la réception de la présente, je me verrai contraint d'engager, sans autre avis, toute procédure judiciaire utile à la sauvegarde des droits de mon client, tant devant le juge civil que, le cas échéant, dans le cadre de l'action pénale déjà initiée (plainte pour escroquerie en bande organisée et pratiques commerciales trompeuses – art. 313-2 du Code pénal et L. 121-2 du Code de la consommation).

Je vous invite en conséquence à procéder, dans le délai imparti, au remboursement de la somme précitée, augmentée des intérêts de retard, par virement sur le compte bancaire de M. Patrick LEFEBVRE, dont les coordonnées vous seront communiquées sur simple demande.

À défaut, toutes voies de droit seront poursuivies à votre encontre, sans autre mise en demeure.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature] M. Patrick LEFEBVRE [ADRESSE_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

Pièces jointes :

- Mise en demeure du 15/12/2025
- Rapport d'expertise EXPERTS RHÔNE (18/11/2025)
- Facture ISOLATION THERMIQUE RHÔNE
- Notification rejet ANAH

- Photos malfaçons

Decompte actualise des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
Total reclame	50169.64 EUR

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

Note de solidarite : La presente relance a ete adreesee, en copie et aux memes fins, aux parties suivantes :

- SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS (Société commerciale — coordinateur des travaux)
- SAS CHAUFFE CONFORT PLUS (Sous-traitant installation pompe à chaleur)

M. Patrick LEFEBVRE

(Document certifie et horodate)

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.